

Où va le monde ?

Le monde moderne est devenu un grand théâtre dont les acteurs principaux sont peu nombreux et parfois inattendus : les banquiers centraux, quelques hommes politiques (ceux qui comptent...), quelques chefs d'entreprises emblématiques, mais aussi, quelques sportifs ou personnalités des médias. Ces personnes sont omniprésentes. Elles donnent leur avis sur tout. Par contre, en France, les hommes politiques ne sont plus considérés comme étant des décideurs efficaces. Leur action est souvent paralysée par la "lourdeur" des administrations mais aussi par les actions des lobbies qui exercent maintenant au grand jour. Les nombreuses affaires et les conflits d'intérêt qui les concernent trop souvent ont fini de les décrédibiliser. Il est alors compréhensible que les discours quasi scientifiques des banquiers centraux, surtout la capacité de mettre en oeuvre leur discours et le sauvetage des banques lors de la crise de 2008, leur aient donné un pouvoir important. Tellement important que Monsieur Draghi a prévenu que seul, il ne pourrait pas venir à bout des problèmes de la zone Euro. Et de renvoyer la balle dans la main des politiques qui, nous l'espérons, sauront quoi faire !

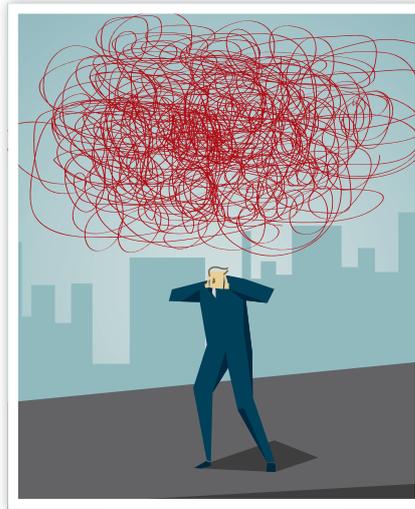


Jean-Claude Guimiou
 Directeur général délégué
 d'AGRICAP ÉPARGNE

TENDANCES

Même si les autorités se veulent rassurantes, la situation continue de se dégrader.

La croissance économique est toujours faible dans les pays développés à l'exception des États-Unis où la reprise se confirme et du Royaume-Uni qui voudrait bien nous faire croire à la même histoire.



La zone Euro est à la peine, y compris l'Allemagne, et les prévisions de croissance annoncées sont révisées à la baisse par les grands organismes internationaux. Déception donc en Europe avec, de surcroît, une inflation qui est de plus en plus basse (la réduction des coûts poursuit son œuvre ainsi que la faiblesse des prix des matières premières et de l'énergie).

Cette baisse de l'inflation fait craindre l'arrivée de la déflation. Afin de tenter d'éviter cela, les marchés obligataires vont dans le sens souhaité par les autorités monétaires et les taux à long terme sont à des niveaux auxquels personne ne croyait il n'y a que quelques mois, autour de 1%. Par contre, les marchés d'actions sont plus hésitants et cela met en évidence les doutes qui assaillent les investisseurs. Le début de l'été a été difficile pour les marchés des pays développés (à l'exception du Japon). Les investisseurs ont été impressionnés par la baisse des taux et par les mauvais signaux envoyés par l'Europe et la zone Euro. Cette consolidation contredit les prévisions du début de l'année : baisse des taux alors que l'on en prévoyait la hausse, stabilité des marchés d'action attendus eux aussi à la hausse. Toutefois, les investisseurs font preuve d'une apparente sérénité car la vigilance des autorités monétaires qui orchestrent une politique de soutien sans faille aux économies est un élément très rassurant. Mais combien de temps encore les marchés n'écouteront que les discours des banquiers centraux pour savoir dans quel sens aller en faisant fi de la réalité économique ?

LES CHOIX D'AGRICAP ÉPARGNE

Toujours sur la corde raide

Quelle que soient les prévisions que l'on fasse, les choix d'investissement sont très compliqués.

Si l'on croit à la généralisation de la reprise, le risque est que la remontée des taux qui s'en suivra pour cause de normalisation se passe mal et qu'elle ait des effets collatéraux inattendus. À tel point que l'on se demande quand et comment ce changement de tendance pourra être mis en place. Mais la question actuelle est plutôt de savoir ce que signifie la poursuite d'un mouvement de baisse totalement inattendu (du moins aux États-Unis et au Royaume-Uni). À moins que la déflation ou une rechute de la croissance ne devienne une réalité. Dans ce cas, les marchés obligataires pourraient être, malgré les niveaux atteints, toujours attrayants (voir le cas japonais).

Sans croire à un effondrement de la reprise mondiale, nous pensons que nous ne sommes pas à l'abri d'une rechute conjoncturelle et d'une possible déflation. Investir sur les marchés obligataires dans les conditions actuelles n'est pas très tentant mais reste peu risqué. Pour les marchés action dont les valorisations comparées au niveau des taux nous paraissent toujours peu élevées, il est clair que les révisions en baisse de la croissance ont été une mauvaise nouvelle. Toutefois, la hausse du Dollar en cours devrait se poursuivre et la probable poursuite de la reprise aux USA, rendent le marché américain intéressant. Cette même hausse du Dollar par rapport à l'Euro met le marché européen dans

une meilleure position : l'effet change sera favorable pour les exportateurs et permettra une reprise des exportations en améliorant la position concurrentielle des entreprises de la zone. Curieusement, le calme est revenu sur les pays émergents, le sérieux de la politique chinoise est reconnu (les décisions concernant l'immobilier pourraient servir d'exemple) et l'Asie du Sud-Est pourrait largement profiter de ce calme retrouvé. Le plus gros risque que court l'économie mondiale n'est pas en Chine mais aux États-Unis où une rechute de l'activité aurait des effets très négatifs car, depuis quelques temps, son économie est redevenue la locomotive, celle sur laquelle compte le reste du monde.

REPÈRES

Performances 2014 au 28/10/2014

- 1,61%

AGRICA ÉPARGNE Dynamique
Perf. 2013 : + 13,13 %

+ 0,07%

AGRICA ÉPARGNE Équilibré
Perf. 2013 : + 9,34 %

+ 4,56%

AGRICA ÉPARGNE Obligataire
Perf. 2013 : + 0,62 %

+ 2,06%

AGRICA ÉPARGNE Prudent
Perf. 2013 : + 6,19 %

+ 2,56%

AGRICA ÉPARGNE Défensif
Perf. 2013 : + 5,15 %



◀ Pour consulter la synthèse globale hebdomadaire des performances : sur www.agrica-epargnesalariale.com/fileadmin/DOCUMENTS/FCPE/FCPE-Agrica-Epargne-Global.pdf

Les performances du passé ne préjugent pas des performances futures.

POINT DE VUE

Si l'on veut broyer du noir...

L'économie mondiale donne bel et bien l'impression qu'elle a de plus en plus de mal à garder un semblant d'allant.

L'actuelle baisse des taux qui prend une ampleur imprévue fait apparaître au grand jour les limites de la politique monétaire mise en œuvre.

Rappelons tout d'abord que cette politique s'est mise au service d'une pensée pour le moins très dogmatique.

La politique de l'offre, dans un monde où la demande s'essouffle et ne fait que bénéficier au mieux-disant, au détriment des autres. Voir l'exemple de l'Espagne qui redevient compétitive (après une cure d'amaigrissement sévère) mais pour combien de temps ? Le temps qu'un autre fasse aussi bien qu'elle dans la "rigueur", dans la baisse des coûts.

Il y a dans le monde actuel trop de capacité de production et pas assez de demande solvable. La multiplication des fonds de pensions, des fonds souverains, des cagnottes diverses favorisent l'épargne au détriment de la consommation.

Et comme de surcroît, les salaires sont sous pression, tout est réuni pour que la consommation soit en baisse.

Vu sous l'angle de l'endettement, la situation paraît aussi très pesante. Cet endettement, largement favorisé par l'imagination du secteur bancaire, est excessif, il a atteint le seuil au-delà duquel il n'a plus aucune efficacité.

Il convient de le ramener à un niveau plus raisonnable que l'on avait estimé être pour les États de 60 % du PIB. Le niveau pour les particuliers devrait en être proche.

Or, la réalité en est très éloignée. Donc, si l'on envisage un retour à la "normale", cela veut dire que les États et les particuliers devront globalement rembourser une partie de leur dette plutôt que de consommer. L'effet bénéfique de la consommation "anticipée", grâce au développement du crédit, est terminé et, visiblement, le retour à la réalité est compliqué. Il est loin d'être terminé.

Par contre, les entreprises sont dans une situation financière beaucoup plus favorable qui leur permet d'envisager des rachats d'actions, des distributions à leurs actionnaires, des rachats d'entreprises mais surtout, pas de largesse vis-à-vis des salariés, ce n'est pas la mode ! La recherche des coûts les plus bas de manière systématique n'est pas prête de prendre fin.

Les pays développés ont longtemps compté sur les pays émergents pour écouler leur production mais les dernières tendances du commerce mondial montrent que, là aussi, l'on risque de déchanter. Incontestablement, si l'on cumule tous les éléments : panne de l'investissement, inflation très faible, endettement des ménages et des États trop élevés, mondialisation et concurrence exacerbée, concentration des patrimoines, épargne surabondante... l'on voit mal comment la conjoncture mondiale pourrait s'améliorer significativement dans les trimestres à venir.

ZOOM

AGRICA ÉPARGNE à 10 ans

AGRICA ÉPARGNE vient de fêter son 10^{ème} anniversaire et le bilan de cette première décennie est très honorable comme en témoigne ces quelques chiffres :

- 2,2 milliards d'actifs gérés.
- 1 prix de l'Investisseur responsable.
- Une gamme de 7 Fonds d'épargne salariale proposée aux clients.
- Une progression annuelle de l'encours en épargne salariale de 40 %.

Ce qui a fait le succès d'AGRICA ÉPARGNE auprès de ses clients et de ses partenaires c'est avant tout son attachement aux valeurs du Groupe AGRICA : placer l'humain au centre de ses préoccupations. Cela s'est traduit notamment, en épargne salariale, par la construction d'une offre où l'accent a été mis sur le caractère social et collectif des différents dispositifs. La création d'une société de gestion de portefeuille a été un choix judicieux pour le Groupe AGRICA, elle lui permet d'exister sur le marché de l'épargne salariale et d'offrir un conseil et un service sur-mesure auprès des Institutions du Groupe en terme de gestion d'actifs.

Fort de son expérience, AGRICA ÉPARGNE peut envisager l'avenir avec sérénité ; elle saura faire face aux exigences du métier de la gestion d'actifs et aux évolutions attendues du marché de l'épargne salariale/retraite.

Patrick Leroy, directeur général délégué d'AGRICA ÉPARGNE

« On peut souhaiter à AGRICA ÉPARGNE de poursuivre son développement et, pourquoi pas, de continuer à dépasser ses objectifs. Celui qu'on a fixé pour un horizon à 5 ans, c'est 100 millions d'encours d'épargne salariale. Aujourd'hui, on va arriver à une cinquantaine... ce serait donc doubler l'encours. »

Bernard Lolliot, Président d'AGRICA ÉPARGNE

LE SAVIEZ-VOUS ?

L'Irlande et la Suisse vont supprimer des dispositifs d'optimisation fiscale pour les entreprises multinationales. Il est vrai que le G20 et l'OCDE ont pris le problème à bras le corps car l'attention avait été attirée par les excès de certaines entreprises bien connues.

Les transports par autocars quasi inexistantes en France vont enfin pouvoir se développer car les contraintes

qui pesaient sur le secteur vont être supprimées. À titre de comparaison, il y avait 100 000 passagers par an en France contre plus de 30 millions au Royaume-Uni.

Le scandale de la viande de cheval avait fait perdre 25 % de son activité au secteur des plats cuisinés. A ce jour, seulement un tiers de cette baisse a été récupérée.



Pour l'année 2009



AGRICA ÉPARGNE Filiale des institutions de prévoyance membres du groupe AGRICA - 21 rue de la Bienfaisance - 75382 Paris Cedex 08 - Tél.: 01 71 21 00 00 - Fax: 01 71 21 00 01 • RCS Paris

449 912 369 - S.A.S au capital social de 3 000 000 euros - N° d'agrément AMF GP 04 005

Actualité & finance • Directeur de la publication : Patrick Leroy • Rédacteur en chef : Jean-Claude Guimiot • Coordination : Sandra Alves et Claire Vidal • Conception/Réalisation : humancom • Crédits photographiques : Valérie Couteron, Thinkstock, DR

